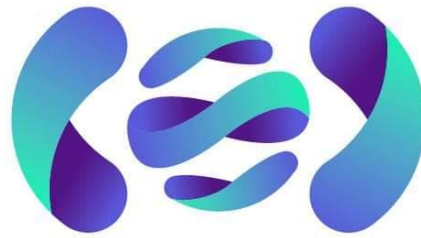


2e édition des Journées doctorales 18-20 octobre 2023, Campus Condorcet

Thématique: résilience



Regards Critiques sur le Développement

Présentation des journées et des équipes organisatrices

Les journées doctorales « Regards critiques sur le développement » (JDrcD) visent à promouvoir les synergies entre les jeunes chercheur·euse·s (jeunes docteur·e·s, doctorant·e·s et masterant·e·s) en sciences sociales contribuant à la recherche critique sur le développement, à l'étude des politiques et des institutions qui prétendent l'incarner et le mettre en pratique, ainsi que leurs fondements idéologiques, dans les Nord comme dans les Sud. Elles visent à faire dialoguer les travaux venant des différentes disciplines des sciences sociales, dans la mesure où le développement est un objet aussi bien anthropologique, économique, géographique, politique, psychologique, écologique que social. La composition des comités scientifiques et d'organisation, ainsi que la programmation des ateliers, mettent la pluridisciplinarité et ses défis contemporains au cœur de cet évènement.

Cette initiative se pérennise pour une deuxième édition soutenue (dans l'ordre alphabétique) par le comité scientifique du Campus Condorcet, l'EADI, la F3S, le GEMDEV¹ et l'ensemble des structures de rattachement des membres du comité d'organisation (CETOBaC, CEPN,

¹ European Association of Development research and training Institutes ([EADI](#)); Fédération Sciences Sociales Suds ([F3S](#)); Groupement pour l'étude de la mondialisation et du développement ([GEMDEV](#))



UMR 8586
CNRS, Paris 1, Paris IV
Paris 7, EPIIE, IRD
AgroParisTech



CREDA, Développement et Sociétés, Géographie-cités, Pléiade, PRODIG, UMI SOURCE et UTRPP).

Articulés, cette année, autour de la thématique de la « résilience », les trois grands objectifs des JDrcD sont toujours les suivants :

1. **Échanger sur les enjeux et les défis transversaux et épistémologiques de la recherche sur le développement** au cours de conférences plénières.

La co-organisation d'une conférence avec l'EADI annonce un programme riche dont l'annonce viendra en courant d'année.

2. **Valoriser les travaux et les résultats du travail académique des jeunes chercheur·euse·s** en sessions de présentation thématiques (chercheur·euse·s en début de carrière, doctorant·e·s et masterant·e·s).

Les journées doctorales constitueront une rencontre résolument didactique pour les jeunes chercheur·euse·s, quel que soit l'état d'avancement de leurs travaux. De cette manière, le programme pourra inclure des sessions thématiques dédiées aux **travaux avancés** (*avec la soumission d'un texte de communication selon le calendrier précisé plus bas*), mais aussi des moments pour discuter des travaux moins avancés ("*sessions germination*"). Les **sessions germination** visent à fournir une plateforme pour présenter des travaux en cours et/ou des idées novatrices sur le plan pluridisciplinaire, ou encore pour discuter de points méthodologiques précis.

Des possibilités de valorisation par publication sont en cours de négociation. Des (pré-)actes pourraient être publiés en archives ouvertes (communications écrites) et pour les travaux les plus avancés, il pourra être envisagé de proposer un numéro thématique dans une revue à comité de lecture (en soumettant les travaux au processus d'évaluation).

3. **Mieux comprendre la diversité des façons de faire de la recherche et la diversité des métiers de la recherche**, à travers les ateliers.

Après la réalisation audiovisuelle et la publication académique en 2022, le programme inclura des ateliers méthodologiques et d'écriture sur inscription, et un focus sur l'après-thèse pour les docteur·e·s en études du développement (assuré par l'EADI).

Cadrage thématique : autour de la notion de résilience

L'entrée dans le XXI^e siècle a marqué le début d'une avalanche de crises d'une grande hétérogénéité : des conflits armés (en Irak, en Afghanistan ou encore en Ukraine) aux soulèvements populaires (des printemps arabes aux gilets jaunes, en passant par le mouvement « Femmes, vie, liberté » en Iran), du terrorisme à la montée des extrémismes, des désastres environnementaux liés aux actions anthropiques aux changements climatiques, aux crises économiques, politiques (instabilité gouvernementale, coup d'État, etc.) ou encore, plus récemment, aux crises sanitaires (H1N1, SARS-CoV-2 Covid). Ces exemples ne sont qu'une partie des problématiques qui constituent le contexte récent dans lequel les questions de développement sont appréhendées ces deux dernières décennies.

Au sens large, qu'elle soit brutale ou prise dans des temporalités plus longues, indiquant des faiblesses structurelles, la crise exprime une rupture de la stabilité d'un « système » (Géoconfluences, 2015, 2005). Face à ces changements d'ordre social,

économique ou naturel, les systèmes humains apprennent à s'adapter à la logique hégémonique dérivée du capital, à développer de nouvelles stratégies pour prévenir et minimiser de conséquences adverses, et à se remettre rapidement. Dans ce contexte, les sciences humaines et sociales s'intéressent aux dynamiques provoquées par ces ruptures.

En explorant les rapports entre la continuité et le changement dans des situations de (prévention de) crise, la résilience interroge la temporalité des phénomènes. La notion de résilience a donc été particulièrement mobilisée pour appréhender la réponse de l'environnement social, spatial, économique ou encore naturel à ces changements multiples et rapides. Empruntée à la physique des matériaux et développée en analyse systémique (Haimès, 2009; Magis, 2010), la définition et l'usage de la notion ne font toutefois pas consensus (Lallau et al., 2018). **Ces journées doctorales ne visent pas à clore le débat sur la polysémie et la légitimité de la notion de résilience. Au contraire, elles font le pari que les différentes manières d'appréhender et de critiquer la résilience permettent de nourrir à la fois le dialogue transdisciplinaire et la critique du développement.**

Quatre axes de réflexion ont été dégagés pour explorer ces interrogations, sans nécessairement s'y limiter. Ainsi, le comité scientifique pourra également étudier les propositions de communication qui ne s'inséreraient pas explicitement dans ces axes.

1° Débattre des liens entre résilience, vulnérabilité et développement. En fonction des cadres d'analyse, plusieurs relations sont envisagées entre résilience, vulnérabilité, et différentes composantes du 'développement' – tant au sens de développement économique, que du bien-être physique et mental (Norris et al., 2008). L'enjeu ici est donc de discuter les différentes manières dont la recherche sur le développement s'empare de la notion de résilience à partir d'études de cas concrètes et situées. Les propositions pourront ainsi porter sur la résilience climatique, sociale (comme bien-être individuel et sociétal), économique, alimentaire et écologique (par exemple, résilience des écosystèmes suite à un déséquilibre d'origine anthropique). Les communications qui explorent les questions liées à la santé publique (protection sociale) et les crises sanitaires sont également bienvenues. Elles peuvent penser la résilience et ses rapports au traumatisme psychique (et ses possibles applications cliniques), la résilience dans le contexte de violence de genre et, enfin, la résilience et le développement psychique du sujet face aux adversités de la vie.

2° Développer une approche critique des modèles de développement normatifs : la résilience comme une imposition néolibérale. En termes de politiques publiques, la promotion de la résilience par les instances internationales, les agents du développement et sa récupération par les gouvernements ont participé à brouiller, et finalement à galvauder le terme. Des travaux ont souligné que la résilience, promue comme un nouveau modèle de développement territorial, peut véhiculer des caractéristiques d'une idéologie néolibérale entraînant l'affaiblissement des politiques publiques (Ancy, Pesche et Daviron, 2017). En 2022, le groupe de la Banque mondiale a donné le ton des débats des assemblées annuelles à travers la formule « le développement est en crise », pour mieux souligner « l'importance des efforts de réforme, d'innovation et d'investissement » (World Bank, 2022). Au nom de la résilience, quels sont les modèles imposés? Dans quelles mesures engendrent-il de la

démobilisation politique et occultent-ils les différenciations et inégalités sociales face aux crises ? Quelles autres formes de crises émergent-elles alors ?

3° Débattre des liens entre résilience, institutions et conflits. Un autre angle d’approche propose aux communications, non pas de questionner la résilience « imposée », mais « ré-appropriée ». Nous pouvons citer, par exemple, l’émergence de nouveaux mouvements sociaux, des conflits environnementaux (Charlier, 1999) ou d’aménagement (Lecourt, 2003) capables d’inverser des rapports de force et de bloquer des projets d’aménagement (Darly et Torre, 2008), ainsi que les formes de résistances et d’adaptation face au néolibéralisme (Hall et Lamont, 2013). Dans le cadre des politiques d’aménagement du territoire, une approche complémentaire invite les communications à interroger la résilience comme modalité de gestion de risques, qui engendre des pratiques variées (Le Blanc et Nicolas, 2013). D’où l’importance d’associer la réflexion sur la résilience à celle de vulnérabilité (des pays, des territoires, des personnes, des systèmes...); cette vulnérabilité étant elle-même le résultat d’une exposition aux risques qui joue sur l’ampleur des effets des crises. Les analyses sur la gestion des risques distinguent généralement (voir, par exemple, Le Blanc et Nicolas, 2013; Daluzeau et al., 2013) : 1) une gestion centralisée, plus techniciste et attachée à l’intervention du pouvoir public (i.e., acteurs politico-administratifs traditionnels) peu disposée à transférer ou déléguer ce pouvoir de gestion ; 2) une gestion locale des risques (Fransen et al., 2022), plus inclusive au bénéfice d’acteurs non-traditionnels ou marginalisés (i.e., considérés peu compétents ou non-légitimes) et adaptée aux inégalités des territoires et aux institutions informelles existantes (Ostrom, 2012). Les communications pourront également aborder, voire tenter de dépasser, l’opposition entre ces deux modalités de gestion, en s’intéressant aux conflits ancrés dans les rapports de force et de pouvoir (pour une typologie des conflits, voir Vahabi, 2012).

4° Définir et mesurer la résilience? Cet axe invite en particulier les approches pluri, voire transdisciplinaires, autour de la thématique annuelle des JDrcD (les travaux de Boris Cyrulnik (2009) sont par exemple à souligner). Par exemple, trois grandes conceptualisations ont été dégagées dans des revues de littérature récentes en économie : (i) la résilience comme capacité individuelle face aux crises et conflits (Sen, 1979) – et possiblement, injonction ; (ii) la résilience comme condition normative, et (iii) comme retour à l’équilibre (Barrett et al., 2021; Lallau et al., 2018). La résilience est aussi débattue depuis plus de 30 ans dans le champ psychologique de soins et de la santé mentale, et les concepts ont pris leur envol depuis la théorie d’attachement de John Bowlby (1946; 1958). Les communications peuvent y contribuer en comparant et en contrastant les différentes approches de « résilience » sous l’angle de ce qu’elles impliquent en termes d’indicateurs. Les réflexions sur les indicateurs retenus pour la mesure de la résilience sont à cet égard tout à fait bienvenues (Frazier et al., 2013; Joncheray, 2018 ; Constat et al., 2022).

Modalités de proposition et de sélection

Les propositions de communication peuvent être soumises en français, anglais ou en espagnol (4 000 et 8 000 signes espaces non compris, bibliographie incluse). Elles devront exposer

clairement le sujet, la problématique et les éventuelles hypothèses, le(s) terrain(s) et/ou corpus, la méthode d'enquête et les résultats de recherche (ou les points précis à travailler pour les sessions de germination). Il est demandé de spécifier en début de document le titre de la proposition de communication, l'axe dans lequel elle s'insère, ainsi que trois mots clés. Un document à part exposera une brève présentation de l'auteur·rice.

Les propositions de communication sont à déposer en un seul fichier PDF nommé de la façon suivante : 2023_NOMdel'auteur·rice (ex : 2023_DUPONT.pdf) [uniquement via le site internet](#).

La date limite d'envoi est fixée au samedi 1er avril 2023 à 23h59 (CET). Les propositions reçues seront filtrées par le comité d'organisation, puis évaluées en double aveugle par les membres du comité scientifique. Les notifications d'acceptation ainsi que le programme des sessions seront envoyés **le lundi 29 mai 2023**.

Une fois le projet de communication accepté, il sera demandé de soumettre une communication écrite complète qui sera transmise aux discutant·e·s et aux membres de la session. Les communications complètes feront entre 20 000 et 40 000 signes (espaces compris), hors bibliographie. Les journées auront lieu les 18, 19 et 20 octobre 2023, en personne sur le site du Campus. Il est demandé aux personnes envoyant une proposition de communication de prévoir une disponibilité sur les trois jours pour participer à l'ensemble du programme. Les présentations devront se faire en français.

Demande de prise en charge des frais

Une prise en charge du transport et/ou de l'hébergement est possible pour les participants rattachés à une université dans les Suds et ayant des ressources limitées. Les demandes de prises en charge sont à soumettre en même temps que la proposition de communication (date limite : 1er avril 2023), [via le formulaire séparé sur le site des journées](#). Le comité se réunira pour arbitrer sur les demandes dans la limite du budget disponible. Il est donc possible que toutes les demandes ne soient malheureusement pas satisfaites.

En cas de besoin, vous pouvez contacter le comité d'organisation à l'adresse email suivante : regardscritiquesdeveloppement@gmail.com

Comité scientifique

BAUBET Thierry (Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent), UTRPP, Université Sorbonne Paris Nord / Centre National de Ressources et de Résilience (Cn2r) / CESP Inserm / AP-HP
BENITES Eliza (Sociologie), ENS Paris Saclay
BLUNDO Giorgio (Anthropologie) EHESS - Centre Norbert Elias
CAPITANT Sylvie (Sociologie) UMR DEVSOC- Université Panthéon Sorbonne Paris 1
CHEVRILLON-GUIBERT Raphaëlle (Science politique), PRODIG-IRD
DESSERTINE Ana (Anthropologie), PRODIG-IRD
DIALLO Halima (Psychologie), UTRPP Université Sorbonne Paris Nord / Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
EL-OUAAMARI Samir (Agro-économie) PRODIG-Agro Paris Tech

FALL Ababacar (Géographie) Ecole polytechnique de Thiès (Sénégal)
FALL Marie (Géographie et coopération internationale), Université du Québec à Chicoutimi (Canada)
GANA Alia (Sociologie, Géographie), LADYSS/CNRS
GERONIMI Vincent (Economie), UMI SOURCE, Université Paris-Saclay
GRAJALES Jacobo (Science Politique) CERAPS, Université de Lille
GUÉNARD Charlotte (Economie) UMR « Développement et Sociétés », Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne/IRD
MAHE Anne-Laure (Science Politique) London School of Economics (Royaume-Uni)
MARSHALL Anaïs (Géographie) LISST, Université Toulouse - Jean Jaurès
NICOLAS ARTERO Chloé (Géographie), Center for Climate and Resilience Research (CR2) (Chili)
OUBENAL Mohamed (Sociologie) Institut Royal de culture Amazighe (Maroc)
PIVETEAU Alain (Economie), LAM Sciences Po Bordeaux/IRD
PRADO CORDOVA José Pablo (Écologie politique) Instituto de Investigación de Ciencias Naturales
y Tecnología de la Universidad Rafael Landívar/ Universidad San Carlos (Guatemala)
SERANDOUR Audrey (Géographie), CRESAT, PRODIG
SINDZINGRE Alice (Economie), CEPN, Université Sorbonne Paris Nord/ LAM Sciences Po
Bordeaux
TORRE André (Economie) Université Paris Saclay, INRAE-Agro Paris Tech

Comité d'organisation :

Francesca d'ASCENZO (EA 4403 UTRPP),
Sahar BAGHERI (UMR 7134 SPI-CEPN),
Jordie BLANC ANSARI (UMR 7227 CREDA ; CRHIA),
Géraldine BRAY (EA 4403 UTRPP),
Pape Samba DIOP (UMI SOURCE)
Moctar DIOUF (EA 7338 Pléiade),
Nicolas LUCIC (UMI SOURCE),
Diana PRELORENZO (UMR 7227 CREDA),
Angèle PROUST (UMR PRODIG 8586),
Kelly REDOUTE (UMR 8504 Géographie-cités),
Cecilia RODRIGUES RIBEIRO (EA 4403 UTRPP),
Pablo Sylvain ROTELLI (UMR 201 DEVSOC),
Jhonatan SALDANA (UMR 7234 SPI-CEPN),
Emma TYROU (UMR 7234 SPI-CEPN)

Bibliographie indicative

Adger W. N. (2000). Social and Ecological Resilience: Are they Related?, *Progress in Human Geography*, vol. 24, n° 3, pp. 347-364.

Ancey V., Pesche D., et Daviron B. (2017). Résilience et développement : complément, substitut ou palliatif ? Le cas du pastoralisme au Sahel, *Revue internationale des études du développement*, vol. 231, n° 3, p. 57-89.

Anderies, J. M., Folke, C., Walker, B., & Ostrom, E. (2013). Aligning Key Concepts for Global Change Policy: Robustness, Resilience, and Sustainability. *Ecology and Society*, 18(2).

Barrett, C. B., Ghezzi-Kopel, K., Hoddinott, J., Homami, N., Tennant, E., Upton, J., & Wu, T. (2021). A scoping review of the development resilience literature : Theory, methods and evidence. *Applied Economic and Policy Working Paper*, No 2021-3.

- Bouron, J.-B., Carroué, L., & Mathian, H. (2022). Représenter et découper le monde : Dépasser la limite Nord-Sud pour penser les inégalités de richesse et le développement, *Géococonfluences*.
- Bowlby, J., (1946). Psychology and democracy. *Political Quarterly*, 17, p. 61-77. DOI : 10.1111/j.1467-923X.1946.tb01028.x.
- Bowlby, J. (1958). The Nature Of the Child's Tie to His Mother. *International Journal of Psycho-analysis*, 39, p. 350-374.
- Cadoret A., (2011). Analyse des processus conflictuels. Le cas du littoral du Languedoc-Roussillon, *L'Espace géographique*, tome 40, n°2011/3, pp. 231-244.
- Charlier, B. (1999). La défense de l'environnement: entre espace et territoire. *Géographie des territoires environnementaux déclenchés en France depuis 1974*. Thèse de doctorat. Pau, Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Constas, M. A., d'Errico, M., & Pietrelli, R. (2022). Toward Core Indicators for Resilience Analysis : A framework to promote harmonized metrics and empirical coherence. *Global Food Security*, 35, 100655.
- Cyrułnik, B., Spire, A., Martin, N., Vincent, F. (2009). La résilience: entretien avec Boris Cyrułnik. Éditions : Le bord de l'eau.
- Daluzeau J., Gralépois M., et Oger C., (2013). La résilience face à la normativité et la solidarité des territoires, *EchoGéo*.
- Darly S. et Torre A. (2008). Conflits liés aux espaces agricoles et périmètres de gouvernance en Ile-de-France. *Géocarrefour* 83 (4): 307–319.
- Dauphiné A. (2003). Risques et catastrophes. Observer, spatialiser, comprendre, gérer. Paris, A. Colin.
- Folke A. (2006). Resilience: The Emergence of a Perspective for Social-ecological Systems Analyses, *Global Environmental Change*, n° 16, pp. 253–267.
- Fransen, J., Peralta, D. O., Vanelli, F., Edelenbos, J., & Olvera, B. C. (2022). The emergence of Urban Community Resilience Initiatives During the COVID-19 Pandemic: An International Exploratory Study. *The European Journal of Development Research*, 34(1), 432-454.
- Frazier, T. G., Thompson, C. M., Dezzani, R. J., & Butsick, D. (2013). Spatial and temporal quantification of resilience at the community scale. *Applied Geography*, 42, 95-107.
- Géococonfluences*, (2015). Crise, Crises”, glossaire du site.
- Gunderson, L.H., Holling, C.S. (2002). *Panarchy. Understanding transformations in human and natural systems*, Island Press, Washington, 506 p.
- Haines Y.Y., (2009). On the Definition of Resilience in Systems. *Risk Analysis*, Vol. 29, N°4.
- Hall P. A. & M. Lamont (2013). *Social Resilience in the Neoliberal Era*, Cambridge, MASS, Cambridge University Press.
- Holston James (2009). Insurgent Citizenship in an Era of Global Urban Peripheries , *City & Society*, vol. 21, no 2, p. 245-267.
- Joncheray M., (2018). Des indicateurs au concept « couteau-suisse », la résilience au prisme d'une géographie du post-conflit , *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*.
- Lallau, B., Laissus-Benoist, P., & Mbetid-Bessane, E. (2018). Introduction : La résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? *Revue internationale des études du développement*, 235(3), 9-25.
- Le Blanc A. et Nicolas T., (2013). Politiques et pratiques de la résilience, *EchoGéo*.
- Lecourt A., (2003). Les conflits d'aménagement: analyse théorique et pratique à partir du cas breton. Thèse de doctorat. Rennes, Université Rennes 2.
- Marquis Nicolas, (2018). La résilience comme attitude face au malheur : succès et usages des ouvrages de Boris Cyrułnik, *Sociologie*.
- Norris, F. H., Stevens, S. P., Pfefferbaum, B., Wyche, K. F., & Pfefferbaum, R. L. (2008). Community Resilience as a Metaphor, Theory, Set of Capacities, and Strategy for Disaster Readiness. *American Journal of Community Psychology*, 41(1-2), 127-150.

- Ostrom, E., (2012). *The Future of the Commons*, Institute Of Economic Affairs, London.
- Ribault, T., 2021. *Contre la résilience à Fukushima et ailleurs*, l'Echappée.
- Sen, A. K., (1979). *Equality for What ? in Choice Welfare, and Measurement*, Oxford, Basil Blackwell.
- Theys, J. (2014). *Le développement durable face à sa crise : Un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ? Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 5, n°1, Vol. 5, n°1.
- Vahabi M., (2012). *Avant-propos*. *Revue d'économie politique*, 122, 135-151.
- World Bank (2022). *Assemblées annuelles 2022 : Le développement en crise*.
- Zamboni, L. M. (2017). *Theory and Metrics of Community Resilience : A Systematic Literature Review Based on Public Health Guidelines*. *Disaster Medicine and Public Health Preparedness*, 11(6), 756-763.